



MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

RAPPORT NATIONAL SUR LE DEVELOPPEMENT DE L'EDUCATION A MADAGASCAR

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana – Fahafahana – Fandrosoana

**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

**PLAN STRATEGIQUE DE REFORME
ET DE DEVELOPPEMENT
DU SECTEUR EDUCATIF**

Version condensée

PREFACE

Le plan de Stratégie et de Réforme que le Gouvernement Malgache présente, à travers ce document, s'inscrit dans un projet politique global qui vise à faire de l'Education l'un des socles fondamentaux du redressement et de son développement durable. Aussi, la réflexion et les propositions d'actions sur le secteur éducatif constituent-elles l'un des axes majeurs du « Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté » (DSRP).

Sur le plan méthodologique, la Gouvernement a souhaité que chacun de ces éléments réalise un état des lieux approfondi de la situation de son sous-secteur préalablement à toute définition de projet. Chaque ministère a ensuite organisé des séminaires nationaux d'élaboration de projet regroupant les partenaires sociaux et économiques, les partenaires extérieurs, les associations et ONG.

Deux séminaires sectoriels nationaux ont été organisés en avril et mai 2003 sous la présidence du Premier ministre en présence des partenaires extérieurs et des principaux bailleurs de fonds.

La logique de réalisation du projet pour le secteur éducatif repose sur l'articulation des dimensions suivantes :

- Une dynamique sectorielle associant les différents sous secteurs depuis la Petite enfance jusqu'à l'enseignement supérieur.
- Une participation massive de la société civile aux débats et conceptions de projets.
- Une association étroite de la Représentation nationale aux travaux.
- La mobilisation, pendant près de six mois, des administrations concernées.

Cette logique d'action a permis de mettre en œuvre quelques principes fondamentaux de la bonne gouvernance tels que :

- La démocratisation des débats autour de la définition des objectifs et stratégies,
- la transparence des enjeux politiques, économiques, et sociaux
- Le réalisme des activités programmées par la mise en œuvre d'une projection budgétaire systématique associant la prévision des recettes et celle des dépenses.

Le Gouvernement malgache insiste auprès de ses partenaires pour exprimer avec force sa volonté politique de réformer en profondeur le système éducatif en vue de parvenir à l'Education Pour Tous dans le premier cycle de l'Enseignement Fondamental d'ici 2015. Il insiste également sur l'articulation voulue entre les différents sous-secteurs concernés. Ces documents expriment la cohérence mais aussi la force du projet politique du pays pour sa jeunesse.

Persuadé de l'attention et de l'aide que la communauté internationale portera à un projet d'une telle ampleur mais aussi d'un tel réalisme, le Gouvernement Malgache, comme le prévoit la partie Management du document, réalisera et financera les premières activités de son projet dès la rentrée scolaire de septembre 2003.

LA STRATEGIE DE REFORME ET DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR EDUCATIF

Le Gouvernement affirme sa priorité politique pour l'Education Pour Tous, en vue, notamment, de l'amélioration qualitative et de l'universalisation du premier cycle fondamental. Cette priorité comprend à la fois une accélération de l'accès à l'enseignement fondamental, un achèvement universel du premier cycle fondamental et une maîtrise des flux au niveau de l'enseignement secondaire. Ces réformes visent à atteindre les objectifs suivants :

- i. Mettre en place une éducation préscolaire susceptible de corriger les inégalités d'accès à l'enseignement primaire ;
- ii. Réduire les taux de redoublement et d'abandon par un enseignement de qualité et tendre vers un taux d'achèvement de 100% dans le premier cycle de l'enseignement primaire ;
- iii. Construire et équiper les écoles rurales pour assurer l'égalité d'accès à l'éducation ;
- iv. Mettre en place progressivement un enseignement fondamental de 9 ans. Il s'agit, en fait, d'aboutir, à terme, à une universalisation de l'enseignement fondamental de 9 ans. En attendant, d'ici 2015, l'effectif des élèves admis dans les collèges sera augmenté ;
- v. Assurer un enseignement et une formation techniques et professionnels de qualité à tous les niveaux et en fonction des besoins du développement économique, social et culturel du pays ;
- vi. Assurer le développement contrôlé de l'accès à l'enseignement supérieur par rapport aux besoins du développement économique, social et culturel du pays ; et améliorer l'efficacité interne et externe de l'enseignement supérieur ; et
- vii. Structurer des actions d'alphabétisation et de formation professionnelle des adultes et des groupes à risque .

1. Les Axes Stratégiques de la Réforme

- i. Restructurer le système,
- ii. Manager le système,
- iii. Développer son efficacité interne,
- iv. Promouvoir son efficacité externe,
- v. Diversifier les sources de financement,
- vi. Améliorer l'équité du système ; et
- vii. Gérer les ressources humaines

2. Eléments d'Arbitrage Financier de la Nouvelle Politique Educative

Concernant le programme de développement du système à l'horizon 2015, trois éléments sont à considérer : **(i) ce qui apparaîtrait souhaitable dans un univers peu contraint, (ii) ce qui apparaîtrait possible compte tenu des ressources financières (nationales et extérieures) susceptibles d'être mobilisées, et (iii) ce qui apparaîtrait concrètement possible de mettre en œuvre, sur la base notamment de la construction des infrastructures et de recrutement des personnels.** Ces trois mondes ne se recouvrent évidemment que partiellement : il convient d'examiner avec soin les capacités concrètes de faire et d'identifier les priorités et les arbitrages financiers qui seront aussi incontournables.

Ainsi, l'hypothèse consistant à accueillir, dans les collèges, 760 000 d'élèves en 2015, a été retenue. Cette hypothèse correspond à un taux de scolarisation de 37% contre 20% en 2001. Le nombre des

enseignants du public s'établira à 22 000 en 2015 contre 8 000 en 2001 et 700 salles de classe seront construites par an.

3. Les Composantes du Plan

Tous les niveaux du secteur éducatif sont donc concernés par le plan stratégique même s'ils relèvent de départements ministériels différents et il a été décidé (i) de structurer les actions éducatives destinées à la petite enfance, (ii) de créer un enseignement fondamental, (iii) de réformer la formation professionnelle et technique et (iv) de contrôler l'expansion de l'enseignement supérieur général public et de favoriser la professionnalisation, (v) de structurer l'Education Non Formelle et (vi) de développer une politique de prise en charge des personnes vivant avec un handicap.

3.1. La politique de la Petite Enfance

Pour les 4 – 5 ans qui seront ciblés de façon prioritaire, le taux de couverture de l'enseignement préscolaire sera ramené de 5,8% en 2001 à 30% en 2015 en complétant la prédominance actuelle des structures d'encadrement privées par des structures communautaires prises en charge partiellement par l'Etat (soit 80% des structures existantes en 2015).

3.2 - L'enseignement fondamental.

3.2.1. Pour le premier cycle fondamental

L'objectif est d'atteindre un taux d'achèvement de 100% en 2015. Dans cette perspective, la nouvelle politique éducative doit mettre tous les moyens en œuvre pour **augmenter l'efficacité interne en réduisant, par un enseignement de qualité, le taux de redoublement de 30,2%, en 2001, à 5% dès 2010.**

L'augmentation massive des effectifs élèves du premier cycle allant de 2 300 000 à 3 000 000 nécessite une augmentation du nombre d'enseignants et de salles de classe. L'essentiel des données peut être résumé dans ce qui suit :

- i. Il faudra former en moyenne 1 700 élèves instituteurs par an ; et
- ii. Il est prévu de construire en moyenne 2300 salles de classe par an et de réhabiliter 1500 salles de classe par an dans le premier cycle fondamental.

Des mesures incitatives telles que les primes de rendement seront prises pour motiver les enseignants. Leurs conditions de travail seront aussi améliorées, entre autres, par la réduction des charges des enseignants (ratio élèves/maître allant de 53 actuellement à 40) et par la dotation d'auxiliaires pédagogiques en nombre suffisant.

3.2.2. Pour le second cycle fondamental

De ce fait, les actions que mènera le Gouvernement au niveau du second cycle du fondamental se présentent comme un véritable défi qu'il doit relever. En effet, la mise en place de l'enseignement fondamental de 9 ans entraînera une augmentation des effectifs élèves du second cycle fondamental allant de 316 000 à 760 000. Ce qui entraînera :

- i. un triplement (et même plus) des capacités d'accueil actuelles qui se traduit par la construction de 700 salles de classe par an en moyenne, dans le deuxième cycle fondamental, et par la formation de 1000 élèves professeurs de collège par an entre 2003

et 2015 nécessitant ainsi la poursuite de la formation pédagogique des conseillers pédagogiques de niveau II.

- ii. L'amélioration de l'efficacité interne du deuxième cycle fondamental, lequel sera développé par une politique volontariste de réduction des redoublements et d'augmentation du taux de survie. A cet effet, les dépenses salariales relatives à l'administration seront aussi réduites progressivement et les dépenses de fonctionnement hors salaire par élève multipliées par cinq afin d'augmenter les dépenses d'enseignement .

Concernant plus particulièrement le secteur privé, dans le contexte de la réforme actuelle, le Gouvernement renforcera les aides octroyées aux collèges privés afin de leur permettre d'accueillir une partie des élèves qui auront achevé le premier cycle fondamental.

3.2.3. Concernant la formation des enseignants dans le premier et le second cycle fondamental

La situation engendrée par la nouvelle politique éducative nécessite un renforcement de la formation des enseignants. A cet effet, les mesures suivantes seront prises :

- i. Toutes les structures de formation initiale devront être mobilisées et être en état de répondre aux besoins. 25 centres de formation continue doivent être réhabilités pour renforcer les centres de formation initiale existant actuellement. L'encadrement de ces formations suppose la poursuite de la formation des conseillers pédagogiques et la reprise de la formation des inspecteurs.
- ii. La stratégie relative à la formation continue au niveau du fondamental du premier et du second cycle consiste à prévoir dans le budget de fonctionnement une enveloppe correspondant à 10% de la masse salariale. L'ensemble des enseignants actuellement en poste bénéficiera de la formation continue durant la réalisation du plan stratégique.
- iii. La formation des enseignants à la gestion des cours sera l'objet prioritaire de cette formation continue à court et à moyen terme avec la révision progressive des curricula par l'introduction de l'approche par les compétences.

3.3. L'Enseignement Secondaire

L'enseignement secondaire connaîtra une augmentation d'effectifs élèves de l'ordre de 50% sur la période (entre 2003 et 2015 les effectifs du secondaire passeront de 66 000 à 100 000 dont 55% seront scolarisés dans les établissements privés). L'augmentation des effectifs élèves dans l'enseignement secondaire public n'impliquera pas une augmentation du nombre d'enseignants mais sera accompagnée d'une meilleure gestion du personnel enseignant existant (l'objectif est de ramener le nombre moyen d'heures hebdomadaires des enseignants de 12 heures à 18 heures) et une construction de 30 salles de classe par an.

L'enseignement secondaire est important pour la croissance économique. En effet, disposant de trois issues potentielles constituées par l'accès à l'enseignement supérieur, à la formation professionnelle ou à la vie active, le secondaire doit plus particulièrement dispenser un enseignement de qualité. A cet effet, les dépenses de fonctionnement hors salaire par élève seront multipliées par cinq afin d'augmenter les dépenses d'enseignement.

D' ailleurs, la globalisation et l'importance croissante des Technologies d'Information et de Communication sont autant de facteurs qui nécessitent l'utilisation de plusieurs langues étrangères, l'introduction des NTIC dans la formation et l'apprentissage ainsi que l'amélioration de l'enseignement des sciences

3.4. La Formation Technique et Professionnelle (FTP)

La réforme vise à augmenter le taux d'insertion professionnelle des formés et à partager le coût de la formation entre l'Etat et les bénéficiaires. Les formations sont organisées en formation initiale et continue tout en développant l'apprentissage des métiers et en favorisant la promotion des Formations techniques et Professionnelles.

3.5. L'Enseignement Supérieur

Conformément à sa mission qui consiste à : « *doter les Malgaches de savoir - fondamentaux et de savoir-faire nécessaire qui leur assurent des conditions de vie dignes et décentes sur le plan national et les rendent compétitifs à l'échelle mondiale* » et afin d'apporter une contribution effective au développement économique, technique, social et culturel du Pays, l'enseignement supérieur et la recherche axeront leurs actions autour des lignes directrices suivantes: la bonne gouvernance, la pertinence, la qualité, l'équité, la coopération.

L'évolution de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique est conditionnée par :

- i. L'instauration d'une bonne gouvernance,
- ii. L'amélioration de l'efficacité interne,
- iii. L'amélioration de l'efficacité externe,
- iv. La diversification des sources de financement du système,
- v. Le développement du partenariat,
- vi. L'amélioration de l'équité et de l'accès à l'enseignement supérieur.

En vue d'encourager le développement de l'enseignement supérieur privé, il est prévu d'instituer des mécanismes appropriés afin de garantir la qualité de leur produit. A cet égard, une homologation par le MESRES sera demandée pour toute ouverture d'enseignement supérieur privé.

L'Enseignement Supérieur joue un rôle important dans le développement de l'ensemble du secteur éducatif, notamment par la formation des enseignants, l'élaboration des programmes et la recherche en éducation et en sciences sociales.

3.6. L'Education Non Formelle.

Afin d'assurer le pilotage de l'Education Non Formelle, il est proposé d'adopter une procédure organisationnelle qui associe structuration, démarche participative et partenariale au niveau national, au niveau régional, au niveau communal et surtout au niveau local (*fokontany*) avec mise en œuvre progressive de relations responsabilisant les différents échelons et les acteurs socio-éco-culturels. Cette responsabilisation reposera (i) sur des conventions ou des contrats programmes entre les partenaires, entre le niveau central et les niveaux déconcentrés ainsi que les ONG et les Sociétés Civiles, (ii) sur un réseau d'information/communication entre les partenaires et (iii) sur la mise en place d'une ligne budgétaire dans le budget de l'Etat pour l'Education Non Formelle.

Les actions d'alphabétisation seront ciblées en priorité sur les zones et les populations présentant des indicateurs faibles en matière d'alphabétisation en donnant une place particulière aux femmes. Un appui sera assuré aux apprenants ENF les plus démunis par l'achat de leurs fournitures scolaires, les Activités Génératrices de Revenu (AGR) seront développés et les groupements paysans renforcés.

3.7. Les Implications du VIH/SIDA.

Pourquoi agir en milieu scolaire et universitaire ?

- i. Une action de masse : Le milieu scolaire présente une population stable et accessible, ce qui facilite son ciblage et la mise en place de la stratégies de lutte ; les programmes de prévention du VIH en milieu scolaire peuvent atteindre un grand nombre de jeunes : 3 000 000 d'enfants et de jeunes fréquentent le milieu scolaire.
- ii. Les étudiants appartiennent à la tranche d'âge la plus touchée par les IST/SIDA (20-25 ans), tranche d'âge où les pratiques sexuelles occasionnelles sont les plus fréquentes. Ils constituent donc un groupe cible à sensibiliser et où il y a besoin de mener des actions bien appropriées.
- iii. Le secteur éducation a déjà entrepris des actions dans le cadre de la lutte contre le VIH/SIDA – 40 CISCO ont été touchées par les sensibilisations, des guides ont été confectionnés à l'endroit des enseignants et des élèves... Mais il reste beaucoup à faire si on veut maintenir le taux de prévalence à 1%.
- iv. Le secteur éducatif peut remplir les fonctions suivantes :
 - Une fonction de substitution
 - Une fonction de prévention
 - Une fonction d'éducation à la santé
 - L'université constitue une pépinière de futurs cadres et décideurs pouvant intervenir par le soutien opérationnel, technique et stratégique des activités de lutte contre le SIDA.
 - Le MESRES associant les fonctions d'enseignement et de recherche dispose de ressources importantes et qualifiées qui seront exploitées dans la lutte contre le SIDA.
 -

Enfin, le financement spécifique de la lutte en milieu scolaire visera trois cibles : (i) la diffusion de documents pédagogiques, (ii) la gestion des conséquences dues à la maladie des maîtres et (iii) l'aide et la prise en charge des orphelins.

4. Pilotage, Management du Plan

Afin de prévoir et/ou de réduire les risques éventuels, il est indispensable de mettre en place un système de pilotage de suivi et de management de manière à aboutir à une mise en œuvre efficiente du plan stratégique. En d'autres termes, il s'agit de :

- i. adopter une nouvelle conception pour le pilotage du plan
- ii. associer les acteurs à la préparation et à la mise en œuvre des plans de développement régionaux d'éducation et de formation
- iii. assurer les capacités humaines et physiques
- iv. observer le calendrier prédéfini

5. Suivi et Evaluation

Le suivi et l'évaluation des actions menées dans le cadre de la stratégie de réforme et de développement du système éducatif nécessitent le renforcement du processus participatif. L'objectif est de pouvoir disposer en temps réel des éléments d'information ciblés quant à la pertinence et à l'efficacité des programmes mis en œuvre au regard des buts et objectifs, apporter les réajustements nécessaires.

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana – Fahafahana – Fandrosoana

**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

**MISE EN ŒUVRE DU PLAN STRATEGIQUE
SUR LA PERIODE DU DSRP**

Période de 2004 à 2006

LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN STRATEGIQUE DE REFORME ET DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR EDUCATIF SUR LA PERIODE DU DSRP (2004 – 2006)

Dans le Plan Stratégique de Réforme et de Développement du Secteur Educatif, le Gouvernement affirme sa priorité politique pour l'Éducation Pour Tous en vue de l'universalisation et de l'amélioration qualitative du premier cycle fondamental. Cette priorité comprend à la fois une accélération de l'accès à l'enseignement fondamental, un achèvement universel du premier cycle fondamental et une maîtrise des flux au niveau de l'enseignement secondaire.

Concernant le programme de développement du système à l'horizon 2015, trois éléments ont été considérés : ***i) ce qui est souhaitable dans un univers peu contraint, ii) ce qui est possible compte tenu des ressources financières (nationales et extérieures) susceptibles d'être mobilisées, et iii) ce qui est concrètement possible de mettre en œuvre.***

Les choix faits par le Gouvernement ont été placés par rapport à ces décisions. Ce qui a permis de dégager les priorités.

. Deux priorités principales : i) assurer l'achèvement universel des cinq années du premier cycle fondamental en améliorant sa qualité, et ii) assurer le développement en quantité et en qualité de la partie haute du système (enseignement secondaire, formation technique et professionnelle et enseignement supérieur) ***en référence aux demandes prévisibles de l'économie malgache.***

Cette priorité donnée au premier cycle de l'enseignement fondamental n'est pas négociable et l'augmentation de l'accès dans le second cycle de l'enseignement fondamental se présente comme étant la deuxième priorité du Gouvernement.

Pour la petite enfance et l'Education Non Formelle, les activités envisagées impliquent un changement d'échelle et seront encore expérimentées. L'objectif de cibler 200 000 auditeurs par an dans l'Education Non Formelle ne peut être pris en considération qu'après la période du DSRP. Entre-temps, le Gouvernement se chargera de trouver des stratégies moins coûteuses surtout en faveur des jeunes déscolarisés.

Sur la période du DSRP, les objectifs spécifiques à atteindre pour le premier cycle de l'enseignement fondamental sont les suivants :

Tableau : Indicateurs de performance et de politique éducative pour le 1^{er} cycle de l'enseignement fondamental

	2000 /2001	2002 /2003	2003/2004	2004/2005	2005/2006
Indicateurs de résultats					
Taux Net de Scolarisation	67%	82%	84%	86%	87%
Taux d'achèvement	35%	39,5%	49%	53%	58%
Pourcentage d'enfants âgés de 6ans scolarisés dans le fondamental 1 ^{er} cycle	61%	80%	81%	83%	85%
Nombre total d'élèves	2 307 500	2 856 480	2 892 100	2 929 300	2 973 600
Indicateurs de politique					
Pourcentage de redoublant	30,2%	29%	22%	15%	8%
Pourcentage d'élève dans le privé	21,6%	20,4%	21,4%	21,7%	22%
Ratio élèves/enseignant dans le public	53	60	57	56	54
Coût moyen enseignant par unité de PIB/tête dans le public	3,4	3,6	3,6	3,6	3,6
	2000 /2001	2002 /2003	2003/2004	2004/2005	2005/2006
Nombre d'enseignant en classe dans le public	33 869	38 509	39 690	41 047	42 577
- dont payés par le FRAM	5 524	8 300			
Nombre de salles de classe dans le public	30 845	36 753	38 267	39 964	41 566

Les objectifs fixés préalablement ont été réajustés à la suite des activités anticipées menées par le Gouvernement malgache (remboursement des droits d'inscription, contribution à la prise en charge des enseignants payés par les parents d'élèves, distribution de manuels scolaires...). En effet, les mesures prises ont permis de dépasser les prévisions au niveau de certains indicateurs tels que l'effectif des élèves dont le nombre a connu une augmentation massive. Par contre, les prévisions au niveau d'autres indicateurs n'ont pas pu être atteintes faute de moyens. En tout cas, à la suite de ces activités anticipées, le réajustement ne se situe pas au niveau des tendances générales jusqu'en 2015 mais plutôt au niveau du rythme.

Ainsi, les objectifs du Gouvernement jusqu'en 2006 et à l'horizon 2015 concernant l'Education Pour Tous au niveau du premier cycle de l'enseignement fondamental se présentent de la manière suivante : En 2006, le taux net de scolarisation sera de 84% alors que le pourcentage de redoublants sera au maximum de 8%. Le taux d'achèvement, quant à lui, atteindra 58%.

Par ailleurs, l'effort essentiel sera concentré sur la réduction des dispersions régionales des indicateurs actuels en matière de taux de scolarisation, de taux d'encadrement et de taux de performance du système. La réalisation des objectifs fixés dans les trois prochaines années passe par :

- 1) l'extension de la capacité d'accueil :
 - construction de 2 300 nouvelles salles de classe par an (2004 à 2006)
 - recrutement et formation de 1 700 élèves instituteurs par an (2004 à 2006)
 - pour 2004 et 2005, recrutement de 4000 enseignants FRAM non recrutés au cours de l'année 2003 après évaluation de leur compétence
 - réhabilitation de 31 centres de formation existants pour accueillir la formation des 1700 élèves instituteurs par an

- 2) le renforcement des appuis alloués aux familles pour inciter la demande scolaire:
- prise en charge de la totalité des droits d'inscriptions dans les écoles publiques et contribution dans les écoles privées (10 000Fmg par élève qui s'inscrit dans les écoles primaires) : 2 892 100 élèves pour la rentrée scolaire 2003-2004, 2 929 300 élèves pour la rentrée scolaire 2004-2005 et 2 973 600 élèves pour la rentrée scolaire 2005-2006
 - distribution de kit scolaire pour les enfants nouvellement inscrits en 1^{ère} année d'étude : environ 574 000 pour la rentrée scolaire 2004-2005, 590 000 pour la rentrée scolaire 2005-2006 et 608 000 pour la rentrée scolaire 2006-2007
 - aide en fourniture scolaire pour des élèves issus de familles nécessiteuses
 - dotation de caisse cantine aux FAF à raison de 500 Fmg/jour/élève sur la période de soudure (Janvier à Mai pour 100 jours) pour environ 1 600 000 élèves inscrits dans les écoles publiques (écoles implantées dans des zones nécessiteuses)
- 3) le renforcement des appuis alloués aux écoles privées en augmentant progressivement la subvention moyenne par élève par an (valeur objective en 2015 : 0,062 du PIB/tête). Un tel effort permettrait de faire bénéficier environ 45% des élèves scolarisés dans les écoles primaires privées d'une réduction totale ou partielle de leurs frais de scolarisation.
- 4) le renforcement des intrants pédagogiques pour améliorer la qualité de l'apprentissage et la performance du système :
- réimpression et redistribution des manuels scolaires,
 - mise en place d'un dispositif de formation continue accompagnée d'une réorganisation du calendrier scolaire en bimestre, et
 - révision progressive des curricula par l'introduction de l'approche par les compétences
- 5) le renforcement des capacités de management et de pilotage du système et plus particulièrement l'amélioration du système d'informations pour assurer la mise en place d'un dispositif de suivi et évaluation efficace.

1. LE COUT ET LE FINANCEMENT DE L'EXPANSION DU SYSTEME D'EDUCATION ET DE FORMATION SUR LA PERIODE DU DSRP (2004 – 2006)

Scénario publié :

L'expansion en qualité et en quantité du système d'éducation et de formation implique les besoins financiers suivants sur la période 2004 – 2006 :

COUT en Millions de \$ US	Année				
	2001	2003	2004	2005	2006
Fondamental du 1^{er} cycle			116	127	134
dont dépenses courantes	59,4	68,8	95	103	106
dont dépenses en capital (expansion et remise à niveau)			21	24	28
Fondamental du 2nd cycle			42	46	55
dont dépenses courantes	16,7	19	29	33	36
dont dépenses en capital (expansion et remise à niveau)			13	13	19
Secondaire			12	11	12
dont dépenses courantes	7,8	8,1	10	10	10
dont dépenses en capital (expansion et remise à niveau)			2	1	2
Formation et Enseignement Technique			8	8	9
dont dépenses courantes	5,1	4,6	6	6	7
dont dépenses en capital (expansion et remise à niveau)			2	2	2
Formation des enseignants du fondamental 1er cycle	-				
Dépenses courantes			5	5	5
Formation des enseignants du fondamental 2nd cycle	-		1	1	2
Remise à niveau des structures de management et de pilotage (dépenses en capital)			4	8	2
Enseignement supérieur (hors recherche)					
Dépenses courantes	14,5	14,3	18	19	21
Petite enfance					
Dépenses courantes	0,3		1	2	3
Education non formelle					
Dépenses courantes	2,7		17	22	23
Ensemble des niveaux autres que l'enseignement fondamental du 1^{er} cycle			108	122	130
dont dépenses courantes	47		86	99	105
dont dépenses en capital (expansion et remise à niveau)			22	24	25

Coût calculé au prix de 2001 et avec 1 \$ US = 6 500Fmg

Les arbitrages interministériels et les arbitrages internes au Ministère de l'Enseignement Secondaire et de l'Education de Base (MINESEB) basés sur les choix politiques énoncés dans le DSRP permettent de préciser la structure de financement du plan stratégique de réforme et de développement du secteur éducatif. Ce choix politique est basé sur les hypothèses suivantes :

- i. une progression, en termes réels, du PIB de 6% par an,
- ii. le passage d'une pression fiscale (ressources internes hors dons) de 9,4% en 2001 à 11% en 2006 et à 14% en 2015,

- iii. le passage progressif de 22,3% à 22,6%, et à 23% en 2015, des dépenses d'éducation par rapport aux recettes fiscales,
- iv. le passage de la part des ressources totales du secteur affectées au premier cycle de l'enseignement fondamental de 55,6% en 2001 à 48% en 2006 et à 42% dès 2008, en cohérence avec le cadre indicatif de l'initiative Fast Track.

De par ces hypothèses, le tableau ci-dessous donne une indication sur les ressources nationales hors dons qui peuvent être allouées au secteur éducatif :

	Année				
	2001	2003	2004	2005	2006
Taux de croissance annuelle du PIB (%)			6%	6%	6%
Taux de pression fiscale	9,4%	10,1%	10,4%	10,7%	11%
% Dépenses publiques courantes d'éducation financées sur ressources internes en % des ressources internes	22,3%	22,4%	22,5%	22,5%	22,6%
% Dépenses pour le primaire	55,6%		51%	50%	48%
Dépenses publiques courantes pour l'éducation (en Millions de \$ US)	96	120	128	140	153
Enveloppe pour le primaire (en Millions de \$ US)	59		64	67	70
Enveloppe pour les autres niveaux (en Millions de \$ US)	37		64	73	83

Coût calculé au prix de 2001 et avec 1 \$ US = 6 500Fmg

La mise en regard du coût du programme d'éducation et de formation et des ressources nationales susceptibles d'être allouées au secteur permet d'évaluer les besoins de financement extérieur :

	Année		
	2004	2005	2006
GAP pour le primaire (en millions de \$ US)	52	60	63
<i>Dépenses courantes</i>	31	36	36
<i>Dépenses en capital</i>	21	24	28
Gap pour les autres niveaux (en millions de \$ US)	44	49	47
<i>Dépenses courantes</i>	22	25	22
<i>Dépenses en capital (collège, lycée et formation professionnelle)</i>	22	24	25
GAP TOTAL (en millions de \$ US)	96	109	110
<i>Dépenses courantes</i>	53	61	58
<i>Dépenses en capital</i>	43	47	52

Coût calculé au prix de 2001 et avec 1 \$ US = 6 500Fmg

Scénario retenu après évaluation des réalisations 2003 :

Conformément à l'idée que l'expansion de l'enseignement fondamental de premier cycle vers l'achèvement universel en 2015 est protégée, le présent scénario se propose de réduire les dépenses des niveaux autres que le fondamental du 1^e cycle.

Par ailleurs, les dernières réalisations au niveau du sous-secteur Education Non Formelle ne font que confirmer les limites annoncées dans le « Plan Stratégique de Réforme et Développement du Secteur Educatif » en ce qui la concerne (activités existantes qui sont encore à des stades expérimentales et non organisées). L'objectif d'atteindre 200 000 auditeurs par an peut ainsi être ramené à un horizon non contraignant (année 2008) et des stratégies peu coûteuses seront recherchées pour réduire le coût unitaire. Ces choix nous amènent à la structure de financement suivante :

	Année		
	2004	2005	2006
COUT du PROGRAMME (en millions de \$ US)	211	235	255
1 - Fondamental du 1^{er} cycle (Primaire)	116	127	134
Dont dépenses courantes	95	103	106
Dont dépenses en capital (expansion et remise à niveau)	21	24	28
2 - Autres niveaux	95	108	121
Dont dépenses courantes	73	84	96
Dont dépenses en capital (expansion et remise à niveau)	22	24	25
Dont dépenses courantes pour l'ENF	3,3	7,0	13,0
RESSOURCES NATIONALES (en millions de \$ US)			
Dépenses publiques courantes pour l'éducation	128	140	153
Enveloppe pour le Fondamental du 1 ^{er} cycle (Primaire)	64	67	70
Enveloppe pour les autres niveaux	64	73	83
BESOINS DE FINANCEMENT EXTERIEUR (en millions de \$ US)			
GAP pour le Fondamental du 1^{er} cycle (Primaire)	52	60	63
Dépenses courantes	31	36	36
Dépenses en capital	21	24	28
Gap pour les autres niveaux	31	32	30
Dépenses courantes	9	8	5
Dépenses en capital (collège, lycée et formation professionnelle)	22	24	25
GAP TOTAL	83	95	101
Dépenses courantes	40	47	49
Dépenses en capital	43	48	52

Il faut noter en outre qu'avec les projets en cours, le financement de ce GAP est déjà acquis en partie, soit environ **23 millions de \$ US en 2004, 1,6 millions de \$ US en 2005 et 1,5 millions de \$ US en 2006**.

Cependant ces projets ont été conçus bien avant la réforme et ne sont donc pas nécessairement et totalement en phase avec les stratégies du plan.

3. Questions liées à la faisabilité, la capacité d'absorption/de réalisation

Les stratégies, les mesures et dispositifs développés ci-après ont été élaborés, et pour certains déjà mis en œuvre, afin d'assurer que les activités du Plan vont se réaliser, au rythme prévu, et selon une gestion efficiente.

Stratégie spécifique à chaque grand chantier, mesures prises et voies retenues ou étudiées :

3.1 Constructions et réhabilitation de salles de classe (pour l'enseignement primaire : 2300 par an, soit environ 800 écoles) :

- Le Ministère confiera la réalisation du génie civil « lourd » à des agences d'exécution dont les termes de référence seront clairement définis et qui seront comptables selon des contrats d'objectifs. Ce pourra être le FID (qui a pu construire et équiper, ces deux dernières années, plus de 430 écoles par an, selon une approche de développement communautaire), ce pourra être des cellules comme celles de BIT-NORAD (utilisant la Haute Intensité de Main d'œuvre), et/ou des ONGs qui ont une approche intégrée du développement. Ce pourra également être des firmes privées auprès desquelles le MINESEB passera des contrats après appel d'offres, les contrats fixant clairement les calendriers d'exécution.
- L'expérience montre que les capacités existent dans le pays, mais il faudra que l'information et les règles du jeu soient diffusées bien à l'avance afin que les différentes entités se préparent et qu'elles soient assurées d'être sélectionnées suivant des procédures transparentes, d'être payées régulièrement et à temps.

Pour des travaux moins importants, le Ministère pourra, à travers les CISCOs et les DIRESEB, faire réaliser les travaux directement, selon des procédures légères mais transparentes. Donc ces procédures seront mises au point dans les 5 prochains mois et les gestionnaires formés pour les appliquer.

- On veillera à sensibiliser les différents partenaires privés sur la nécessité de maîtriser les coûts et de préserver la qualité, l'éducation étant certes un champ où les prestataires de service doivent pouvoir travailler de façon rentable, mais où la quantité à réaliser sur plusieurs années devrait inciter chacun à faire preuve de performance afin d'obtenir des marchés portant sur un horizon de 3 années. Cette large information préalable devrait les inciter à investir pour réaliser des bénéfices sur le moyen terme. Et les procédures pourront être étudiées dans ce sens.
- Si les capacités, après le lancement de cette démarche s'avèrent insuffisantes, on envisagera de recourir à des formules de « préfabriqués » quoique celles-ci limiteraient la possibilité d'employer un nombre plus important de main d'œuvre. Cette démarche serait un dernier recours.
- Dans tous les cas, le Ministère ne devrait pas dépenser son temps et son énergie dans la réalisation des travaux, ce n'est ni son rôle ni sa vocation. Il s'assurera de la conformité des exécutions aux normes définies et du respect des calendriers.

3.2 Les enseignants à recruter (pour l'enseignement primaire : environ 2000 par an) :

Questions à résoudre :

- l'existence de candidats à la profession
- leur formation, leur qualité
- la garantie de leur affectation et leur fixation à l'école où ils sont nécessaires
- leur motivation
- les coûts

- Les candidats à la profession :

On a pu croire qu'ils ne seraient pas nombreux. Mais lorsque le Ministère a fait appel à des candidatures cette année 2003, les candidats ont été trois fois plus nombreux que les postes disponibles.

Les parents ont fait employer dans de très nombreuses écoles des personnes qu'ils ont eux mêmes payées. Le plus souvent, il s'agit de personnes de la région sinon du village, titulaires du BEPC, très peu payées en argent mais modestement rémunérées en nature. Et l'amélioration des résultats scolaires ces dernières années tend à montrer que ce n'est pas le niveau de leur

diplôme qui détermine le succès, mais l'appui qu'ils ont pu recevoir (formation, manuels, conseils pédagogiques) et leurs motivations.

Si l'on ne persiste pas à ne recruter que des candidats titulaires d'un diplôme élevé (qu'il est d'ailleurs difficile de maintenir dans des postes reculés), les candidats existent en nombre suffisant. Reste à résoudre les questions suivantes.

- Leur formation, leur qualité :
 - à partir de 2004 : la formation initiale des nouveaux instituteurs s'effectuera en 6 mois intra-muros + 1 an de stage en responsabilité pour des titulaires du BEPC, selon une formule qui distinguera les instituteurs qui enseigneront soit dans le cours Préparatoire, soit dans le Cours Élémentaire, soit dans le Cours Moyen.
 - Ainsi, même si à la rentrée 2003-2004, le Ministère ne pourra pas encore les recruter, ils seront en salle de classe dès Septembre 2004 en tant que stagiaires, et s'ajouteront aux enseignants en place.
 - L'institution responsable (avec contrat d'objectifs) fera appel à diverses compétences sur appel d'offres (compétences à l'intérieur et à l'extérieur du MINESEB), à des prestataires de service. Ce sera l'Institut National de Formation Pédagogique (INFP) rénové (texte en cours, préparation avancée).
 - Le suivi de la qualité de la formation sera assurée par un Conseil Scientifique
 - Parallèlement, les enseignants recrutés et payés jusqu'ici par les associations des parents d'élèves (FRAM) seront évalués et formés.

- Système d'affectation :
 - Un système d'affectation des enseignants rénové est appliqué depuis Juin 2003 pour une meilleure répartition correspondant à la taille des écoles, en responsabilisant les entités déconcentrées.
 - Pour les futurs enseignants, l'affectation sera fixée et connue dès la fin des études
 - Le système du contrat local (fixation dans une CISCO donnée) sera maintenu jusqu'à ce qu'on mette en place la gestion par poste budgétaire (poste budgétaire attaché à l'école et non à la personne) ; si le départ du lieu d'affectation n'a pas été programmé par le Ministère, il y aura coupure de solde immédiate et recrutement d'un autre candidat pour ce poste.

- Motivations :
 - Le système d'indemnités d'éloignement sera rendu plus incitatif dès la rentrée la 2004-2005, et des primes seront mises en place pour les plus méritants. Les coûts correspondants sont prévus dans le budget 2004.
 - Le Plan prévoit la construction de logements pour les enseignants, au niveau local, en collaboration avec les communautés. Dès la rentrée 2003-2004, un travail de sensibilisation a été mené auprès des FAF pour la facilitation de l'installation des enseignants dans la localité d'affectation.
 - Une opération menée actuellement pour la régularisation des avancements à grande échelle redonnera confiance. Elle est accompagnée de la formation des cadres locaux pour systématiser, effectuer régulièrement et sans retard les avancements. Des dispositions ont été prises dans budget 2004 pour avoir des imprimés disponibles sur tout le territoire et l'on s'achemine dans la décentralisation du traitement des dossiers.
 - Appui matériel spécifique aux enseignants dans les zones en difficulté prévu dans le budget 2004.

- Coûts :
 - La formation de 2000 instituteurs par an est une opération lourde pour laquelle on met en place un dispositif sans coûts exorbitants : pas de prise en charge en internat, pas de pré-salaire, des incitatifs pour une carrière intéressante.
 - Utilisation de tous les Centres de formation du pays (EN et CRPP) comme lieux de formation à gestion légère et flexible (avec minimum de frais fixes)
 - Les stagiaires prendront en responsabilité des classes pendant 1 année scolaire, avec indemnité de stage et non pas salaire.
 - L'encadrement sera de proximité pour les formations continues.

3.3 La gestion des ressources humaines :

Mesures prises :

- système d'affectation des enseignants redéfini, fixé par de nouveaux textes et appliqué depuis Juin 2003. Normalisation largement entamée.
- Redéploiement des enseignants occupant des fonctions administratives vers les salles de classe en cours, et sera poursuivi durant l'année, avec mesures d'accompagnement.
- Le recensement physique du personnel a commencé
- La recherche sur les 4000 postes IPTE 2001 terminée, situation clarifiée et fixée. Il reste à vérifier le cas de 400 affectations effectuées depuis 2001 sur ces postes, pour s'assurer que les enseignants recrutés n'ont pas été affectés à des tâches administratives. Pour tous les cas « douteux », salaire à couper.

3.4 La gestion du système :

- Réorganisation générale du MINESEB en cours d'étude, bien qu'elle ait commencé à travers la redéfinition des CISCOS, la réorganisation du système d'inspection, la systématisation des Plans de travail annuel à tous les niveaux, le système de contractualisation, le système de suivi, la confection de budget de programme à l'échelon central qui sera appliqué également aux structures déconcentrées
- Mise en place de tableaux de bord à tous les échelons commencée
- Professionnalisation de différentes fonctions en cours et en préparation : notamment Chef CISCO et chefs d'établissement.
- Redéfinition des Termes de références des CISCOS et de leur Chef. Nouveau recrutement des Chefs CISCOS sur appel à candidature effectué en Août-septembre 2003, processus de sélection conduit par bureau d'étude externe (avec short list après étude de dossiers, puis test et entretien).
- Le Chef CISCO passe un contrat d'objectifs avec le Ministère, sur le plan de développement de la CISCO qui sera finalisé fin décembre 2003. Il sera évalué chaque année par rapport à des indicateurs de performance définis dans le plan de développement de la CISCO.
- Renforcement des capacités des CISCOS et des ZAP en cours : locaux et équipement pour fonctionner et effectuer les suivi des écoles, récolter les données et les transmettre, formations en préparation. Les activités sont aussi prévues dans le budget 2004.
- Mesures pour l'utilisation effective et au poste adéquat des planificateurs formés depuis une dizaine d'années.
- Mise en place d'un système d'information réellement efficace en cours. Les annuaires statistiques seront mis à jour avant la fin 2003. La carte scolaire sera établie début 2004, avec le plan de développement de chaque CISCO. Ces activités seront effectuées avec le concours de prestataires de service externes, tout en renforçant les capacités des structures à la base pour qu'elles deviennent réellement un processus normal, régulier et systématique.
- Informatisation du Ministère en cours (étude et début d'acquisition de matériel). L'informatisation se fera par étapes, avec des moyens adaptés pour les localités qui ne disposent pas d'électricité et de communications téléphoniques régulières.
- Le site web du MINESEB sera opérationnel avant fin Octobre 2003. On y trouvera toute l'information utile pour tous les partenaires et le public en général. Il fournira les informations qui rendront transparents les éléments clés de la gestion (Plan d'actions à court et à moyen termes, plans de travail annuels, données diverses, passations de marchés, recrutements, budget alloué, sommes transférées, résultats, indicateurs de réalisation et de performance, impacts).
- Implication des parents et de la communauté dans la gestion de l'école : à travers les fonds qui sont transférées aux écoles directement (caisse-école avec contrat pédagogique, caisse cantine, contribution de l'Etat au paiement du salaire des enseignants FRAM) avec affichage évident et permanent des recettes et des dépenses. A noter que des évaluations ont été menées pour les caisses-écoles 2002-2003. L'évaluation menée par la Banque mondiale a indiqué que 90% des CISCOS ont fait parvenir les fonds aux écoles. Le Ministère a aussi procédé à un suivi, à des inspections et a pris des sanctions lorsque des malversations ont été constatées. Des améliorations du dispositif ont été apportées à la rentrée 2003-2004 (large information préalable, campagne d'explications, manuel d'opérations, affiches et réunions de préparation à tous les niveaux). Une animation/appui des FAF sera organisée dès 2003-2004, en collaboration avec des ONGs et associations.
- Le système sera étendu aux établissements gestionnaires de crédits avec une transparence de gestion similaire, avec contrôle systématique pour tous les organismes et échelons du Ministère.
- Un audit des CISCOS sera organisé avant la fin de l'année 2004, avec pour objectif non seulement le contrôle, mais également l'amélioration du système de gestion. Le système de contrôle interne du Ministère sera revu, et la possibilité d'un audit externe étudié.

- Contrats d'objectifs ou contrat-programme également pour les chefs d'établissement (a débuté pour les établissements d'enseignement technique et de formation professionnelle, à l'étude pour les Lycées et CEG). Ils iront de pair avec l'élaboration de leur plan de développement, la formation et professionnalisation des chefs d'établissement (TDR, plan de charges à l'étude).
- Des cellules de réflexion/élaboration spécifiques sont mis en place pour chaque question stratégique, et le système de task force ou groupe d'action spécifique a été adopté depuis le début des opérations liées à la réforme. Les expériences et bases de données acquises lors de ces opérations sont exploitées pour affiner et consolider la démarche.
- Une étude sur les capacités du MINESEB en gestion financière et passation des marchés sera entreprise et permettra une réorganisation des services et tâches avec la formation du personnel adéquat nécessaire.

Tout ce programme touchant le renforcement de la capacité institutionnelle et l'amélioration de la gestion et de la mise en œuvre en particulier, est en cours réellement depuis Mars 2003.

La priorisation jusqu'ici était en relation avec la préparation de la rentrée 2003-2004 où les tâches programmées ont augmenté de volume (cf. diverses distributions, allocations, normalisation). Le plan d'ensemble de la réorganisation sera disponible, avec toutes les implications financières, d'ici mars 2004.

3.5 Information-communication :

Depuis l'élaboration du Plan et plus encore depuis la mise en place des premières mesures de la réforme, le Ministère a assuré une large communication en direction des parents, des enseignants, des élèves, de tous les partenaires, du public en général.

Cette communication s'est faite au niveau national, régional et jusqu'aux fokontany, à travers tous les médias disponibles. A noter en particulier l'affichage du Plan d'actions 2003-2007 du secteur éducatif, par poster placardé dans toutes les écoles, établissements de formation et administration de proximité. L'objectif est de permettre à tous de connaître, suivre et commenter l'ensemble du Plan, de situer/apprécier toutes les actions dans le cadre du Plan, pour une appropriation généralisée qui devra entraîner la possibilité de suivi par l'opinion.

Un Plan de communication plus précis sera élaboré pour mieux sensibiliser et impliquer toutes les parties prenantes dans les objectifs du Plan. Ainsi, par exemple, la question du redoublement et de l'efficacité feront l'objet d'une campagne particulière. Les études menées lors de la préparation du Plan ont identifié les facteurs de blocage et donnent des indications sur la manière de mener la communication.

Toutes les mesures prises ou en préparation visent à

- une mise en œuvre réelle et efficace
- une responsabilisation à la base de tous les acteurs
- l'efficacité .

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana – Fahafahana – Fandrosoana

**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

**PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT
POUR L'AMELIORATION DU SECTEUR DE
L'EDUCATION ET DE LA FORMATION**

Période de 2003 à 2006

MADAGASCAR - PLAN D' ACTIONS DU GOUVERNEMENT
AMELIORATION DU SECTEUR DE L'EDUCATION ET DE LA FORMATION
Période de 2003 à 2006

Partie 1 : La Vision du Gouvernement malgache pour le Développement du Système d'Education et de Formation à Madagascar

Le plan d'actions traduit en termes opérationnels les objectifs du Gouvernement dans le Secteur éducatif tel qu'ils sont présentés dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté. En soutien à la volonté Présidentielle et conformément à l'engagement pour l'Education Pour Tous, l'objectif principal du Gouvernement malgache dans le secteur éducatif est celui d'assurer à tous les enfants malgaches un enseignement fondamental du premier cycle gratuit et de qualité de la classe de 11^{ème} à la classe de 7^{ème}). Ainsi, la grande majorité des enfants malgaches pourront et devront achever leur premier cycle fondamental en 5 ans, et recevoir leur diplôme à l'âge de 11-12 ans. Cela impliquera moins de redoublement, un meilleur taux de réussite dans toutes les classes du 1^{er} cycle fondamental et de moyens adéquats pour les étudiants et les enseignants.

Fort du constat que les pays qui ont réussi leur développement présentent des taux de redoublement et d'abandon quasi nuls, le Gouvernement malgache entend réduire de manière drastique des taux de redoublement (actuellement de 30% en moyenne). Il est aussi admis que le redoublement résulte davantage des faiblesses et de l'inefficacité du processus d'enseignement et d'apprentissage que des problèmes inhérents à l'enfant malgache. Le cadre scolaire sera amélioré avec au maximum une taille de classe de 50 élèves et un nombre d'élèves par enseignant de 50. Pour atténuer les charges des ménages, les frais d'inscription dans les écoles primaires publiques ont été supprimés. Tous les enfants du public et du privé du 1^{er} cycle de l'enseignement fondamental seront dotés d'un sac à dos contenant une trousse, un stylo bleu, un crayon papier, une gomme une boîte de six (06) crayons de couleurs, un compas métallique chromé et une équerre. Le Gouvernement contribuera au paiement des salaires des enseignants payés par les FRAM et dotera annuellement les écoles primaires publiques et certaines écoles privées accessibles aux enfants issus de familles pauvres, d'une caisse scolaire à gérer par les FAF.

Pour la formation technique et professionnelle et l'enseignement supérieur les actions du Gouvernement porteront sur les réformes pour mettre en place un système axé sur la demande, c'est à dire répondant mieux aux besoins du marché du travail et de l'économie à court, moyen et long terme. Un processus contractuel sera établi (i) entre les structures déconcentrées du MINESEB, les communautés, les collectivités et les opérateurs du secteur privé et (ii) entre le MESRES, les institutions d'enseignement supérieur et de recherche et les opérateurs du secteur privé. Les Institutions d'enseignement supérieur et de recherche seront appuyées pour leur permettre de réaliser la réforme de l'Enseignement Supérieur

Partie 2 : La Gouvernance, Transparence et Imputabilité

Pour mettre en œuvre le plan d'actions, le Gouvernement concrétisera le partenariat avec les organismes du secteur privé et de la société civile et promouvra les communautés locales en de véritables acteurs du développement de l'école. Le MESRES, le MINESEB ainsi que les structures déconcentrées et les institutions sous-tutelle seront réorganisés pour mettre en place une administration responsable, efficace, performante, au service de la population et soucieuse des intérêts des familles et des communautés locales. Les CISCOs et les ZAPs seront renforcées pour être responsables de l'atteinte de meilleures performances au niveau des écoles. Au niveau du MINESEB, la Direction Générale de l'Education Fondamentale et de l'Enseignement Secondaire (DGEFES) sera responsable du pilotage de la mise en œuvre de la réforme dans le domaine pédagogique, la Direction Générale de la Planification et du Suivi Evaluation (DGPSE) sera responsable du pilotage de l'expansion du système, la Direction Générale de la Formation Technique et de la Formation Professionnelle (DGFTP) sera responsable du pilotage de la réforme de la formation professionnelle. La réorganisation des différentes structures sera pilotée par le Secrétaire Général. Au niveau du MESRES, la Coordination Générale des Projets (CGP) est la structure qui coordonne les différentes composantes du Plan et en assure le Suivi et l'Evaluation. Le Directeur Général de l'Enseignement Supérieur (DGES) est responsable de la mise en œuvre de la Réforme sur le plan pédagogique et scientifique. La (ré)organisation des différentes structures pour une meilleure adaptation du système de formation et de recherche à la demande est sous la responsabilité de la Direction du Cabinet (DC) et de la Direction Générale des Investigations et de la Valorisation de la Recherche (DGIVR). La Direction Générale d'Appui (DGA) assure la collecte, le traitement, l'analyse et la dissémination des différentes informations.

Domaines	Actions	Activités et Indicateurs de performance – Période - Responsables	Risques/hypothèses
Qualité et efficacité de l'enseignement	<p>1. Contribuer à réduction de la pauvreté par :</p> <p>a. L'approbation du plan EPT pour fournir à tous les enfants malgaches un enseignement de qualité</p> <p>b. L'amélioration de l'efficience et la pérennisation du système éducatif en réduisant le taux de redoublement à 5% ou moins en l'an 2010</p>	<p>1.1. En collaboration avec la société civile et le secteur privé, la mise en œuvre de la campagne (débats/émissions sur les stations TV/Radio, les articles dans les médias, supports médiatiques) sera lancée à partir de septembre 2003</p> <p>Les activités de sensibilisation et de communications débutent au mois de Septembre 2003</p> <p>1.2. Le système de motivation des équipes pédagogiques des écoles appliqué à partir de l'année scolaire 2004-2005</p> <p>La réglementation sur les critères d'octroi de primes seront publiés par le MINESEB en août 2004</p> <p>1.3. L'organisation en cours (Cours préparatoires, cours élémentaires, cours moyens) de l'enseignement fondamental appliquée en septembre 2003</p> <p>Les textes sur l'organisation de l'enseignement fondamental seront publiés par le MINESEB en Septembre 2003</p> <p>Le MINESEB produira la version finale du document de stratégie qui inclut le plan opérationnel ainsi que les besoins de financement au mois de Septembre 2003</p> <p>Le MINESEB produira le projet de document pour la requête de financement pour l'EPT en Septembre 2003</p> <p>Le plan EPT et le plan stratégique seront largement publiés et largement diffusés à partir de Septembre 2003</p>	<p>Le MINESEB et le MESRES sensibiliseront à partir de Septembre 2003 les enseignants et les parents pour leur adhésion à la réforme</p> <p>Approbation et engagement formel des bailleurs de fonds locaux sur le financement de la stratégie en septembre 2003</p> <p>Le financement de l'EPT est inscrit dans la Loi des Finances 2004</p>
	<p>2. Améliorer la qualité et la pertinence des programmes d'enseignement</p>	<p>2.1. En décembre 2004 le niveau des acquis et performances des élèves de l'enseignement fondamental sera établi à travers les tests/enquêtes au niveau national</p> <p>Les tests pour des comparaisons internationales lancés les résultats seront publiés par le MINESEB au mois de Juillet 2004</p> <p>2.2 Révision progressive des Curricula à partir de la rentrée 2003-2004. L'opération pilote pour l'intégration de l'approche par les compétences dans la première année du premier cycle de l'enseignement fondamental lancée à la rentrée 2003-2004</p> <p>Le nouveau curricula sera adopté progressivement à partir de juillet 2004</p>	<p>Le MINESEB lancera un programme pluriannuel d'assistance technique pour initier la réforme vers une approche par les compétences à partir de la rentrée 2004/2005</p>

Domaines	Actions	Activités et Indicateurs de performance – Période - Responsables	Risques/hypothèses
Qualité et efficacité de l'enseignement (suite)	<p>2. Améliorer la qualité et la pertinence des programmes d'enseignement (suite)</p>	<p>2.3. Réorganisation du système d'inspection et d'évaluation lancée à partir de décembre 2003 Les textes sur l'organisation du système d'inspection et d'évaluation pédagogiques seront publiés par le MINESEB en novembre 2003. Les rapports d'inspection seront disponibles à la fin de chaque année scolaire</p> <p>2.4. Un plan de développement des institutions de formation des enseignants, le nouveau contenu et les modalités de la formation initiale et continue des enseignants de l'enseignement fondamental public et privé produits en décembre 2003 Le MINESEB et le MESRES adopteront le plan et publieront les textes réglementaires en décembre 2003.</p>	<p>Les CISCOs sont suffisamment renforcées pour assurer la supervision des pratiques en classe à partir de Janvier 2004</p>
	<p>3. Améliorer le processus d'apprentissage en renforçant :</p> <p>a. la maîtrise de la langue française comme langue d'enseignement à tous les niveaux ainsi que</p> <p>b. la maîtrise de la langue anglaise comme langue de communication, par les élèves à l'issue du 2nd cycle de l'Enseignement Fondamental</p>	<p>3.1. Un programme de formation des enseignants en langue française sera lancé à partir de la rentrée scolaire 2003-2004 Les contrats avec les institutions publiques et privées seront signés en décembre 2003. L'inspection produira à la fin du mois d'avril 2004 un rapport sur l'apprentissage de la langue ainsi que sur l'enseignement en français</p> <p>3.2. Un programme de renforcement de l'enseignement de la langue anglaise en 2nd cycle de l'Enseignement fondamental produit en octobre 2003 et mis en œuvre à partir de décembre 2003. Les contrats avec les institutions publiques et privées seront signés en septembre 2003 Des centres de ressources seront créés au niveau des DIRESEB à partir de l'année scolaire 2003-2004</p>	<p>En septembre 2003, le MINESEB recrutera les services du secteur privé et de la société civile pour assurer une plus large couverture des formations et il assurera le contrôle de qualité</p> <p>100 à 200 enseignants d'anglais des écoles publiques et privées formés en décembre 2003</p>

Domaines	Actions	Activités et Indicateurs de performance – Période - Responsables	Risques/hypothèses
Équité et Accès à l'enseignement fondamental	4. Augmenter la capacité d'accueil et améliorer l'environnement scolaire	4.1. Des nouvelles salles de classes construites et de nouveaux enseignants recrutés pour assurer une taille maximale de classe de 50 élèves et un ratio de 50 élèves par enseignant dans le premier cycle de l'enseignement fondamental en 2005	<p>Les CISCOs sont renforcées et appuyés par les organismes du secteur privé et de la société civile en janvier 2004.</p> <p>Le MINESEB élaborera et diffusera des critères transparents pour le redéploiement et l'affectation des enseignants en juillet 2003</p> <p>Le MINESEB mettra en place une stratégie de production de manuels scolaires à partir de Février 2004</p> <p>Les FAF sont encadrées par les acteurs de la société civile et du secteur privé à partir de septembre 2003</p>
		Les CISCOs transmettront en Février 2004 un programme triennal glissant sur les besoins en salles de classes et enseignants par école.	
		En conformité avec les besoins exprimés par les CISCOs, le MINESEB publiera un programme triennal glissant de construction et de recrutement en Mars 2004	
		Le MINESEB publiera en octobre 2003 les textes sur les normes au niveau des écoles	
		4.2. Les enseignants non en salle et en service dans l'administration redéployés avant la rentrée 2004-2005	
		Un Programme de redéploiement des enseignants non en salle sera publié par le MINESEB en décembre 2003	
		Les contrats avec les opérateurs du secteur privé et de la société civile seront signés en décembre 2003	
4.3. Nouveaux manuels distribués au niveau des écoles avant la rentrée scolaire pour maintenir le ratio de 1 manuel par matière et par élève			
Les CISCOs assureront la distribution des manuels dans les écoles à chaque rentrée scolaire			
Tous les élèves et enseignants du 1 ^{er} cycle de l'Enseignement Fondamental sont dotés de kits en octobre 2003			
Les DIRESEB assureront la distribution des manuels dans les écoles au début de la rentrée scolaire 2003			

Domaines	Actions	Activités et Indicateurs de performance – Période - Responsables	Risques/hypothèses
	5. Assurer un meilleur accès à l'éducation aux enfants issus de familles pauvres et des zones enclavées	<p>5.1. Subvention annuelle disponible pour les écoles privées (accessibles aux enfants issus de couches pauvres) et publiques du premier cycle de l'enseignement fondamental à chaque rentrée scolaire</p> <p>Toutes les écoles publiques et privées afficheront l'utilisation des subventions à la rentrée scolaire</p> <p>Les critères pour la subvention des écoles privées seront publiés par le MINESEB en août 2003</p> <p>5.2. Participation de l'Etat pour le salaire des enseignants payés par les FRAM à partir de l'année scolaire 2003-2004</p> <p>La MINESEB publiera un programme de prise en charge par l'Etat des enseignants payés par les FRAM au mois d'octobre 2003</p>	<p>Les FAF sont encadrées par les acteurs de la société civile et du secteur privé pour une meilleure implication dans les activités au niveau de l'école à partir de septembre 2003</p> <p>Les CISCOs sont renforcées en décembre 2003</p>
Gestion, administration et financement du système	6. Augmenter la capacité d'absorption en responsabilisant les communautés locales et en recourant aux services des acteurs de la société civile et du secteur privé	<p>6.1. En juillet 2004 les organismes de la société civile et du secteur privé sont recrutés pour l'appui à fourniture de services d'éducation dans les zones enclavées</p> <p>Les contrats avec les opérateurs du secteur privé et de la société civile seront signés en décembre 2003</p> <p>6.2. En novembre 2003, les organismes de la société civile et du secteur privé appuient les CISCOs dans le renforcement de leur capacité</p> <p>Les contrats avec les opérateurs du secteur privé et de la société civile seront signés en octobre 2003</p> <p>6.3. En janvier 2004, les opérateurs de la société civile et du secteur privé animent les écoles et communauté présentant des difficultés au niveau des résultats scolaires et une faible implication de la communauté</p> <p>Les contrats avec les opérateurs du secteur privé et de la société civile seront signés en décembre 2003</p>	<p>Les CISCOs seront réorganisées en décembre 2003 car elles constituent le principal blocage dans le circuit financier</p> <p>Les organismes de la société civile et du secteur privé présentent une volonté de travailler dans les zones difficiles d'accès</p>
	7. Améliorer l'efficacité de la gestion au niveau du MINESEB, DIRESEBS et CISCOs	<p>7.1. Réorganisation du MINESEB achevée en avril 2004</p> <p>Le MINESEB adoptera un plan de développement institutionnel et plan d'assistance technique en décembre 2003</p> <p>Le MINESEB achèvera le programme d'affectation du personnel enseignant en service dans le MINESEB en juillet 2004</p>	<p>Les CISCOs seront équipées progressivement de locaux, matériels et de ressources humaines appropriés à partir de décembre 2003</p>

Domaines	Activités et Indicateurs de performance – Période - Responsables		Risques/hypothèses
	Actions		
Gestion, administration et financement du système (suite)	7. Améliorer l'efficacité de la gestion au niveau du MINESEB, DIRESEBS et CISCOS (suite)	7.2 Recrutement des chefs CISCOS sur la base de critères de qualification en Septembre 2003	Les CISCOS sont appuyées par les organismes de la société civile et du secteur privé dans la mise en œuvre des activités
		Les TDRs des CISCOS ainsi que les indicateurs de performance sont approuvés par le MINESEB fin septembre 2003. Les appels à candidatures sont lancés en Août 2003	
		7.3. Gestion au niveau du MINESEB informatisée en juillet 2004	
		Les TDRs pour l'informatisation sont approuvés par le MINESEB en Septembre 2003 et les contrats d'assistance technique sont signés en décembre 2003	
		7.4. Carte scolaire disponible en décembre 2003	
		Le MINESEB passera les contrats avec les organismes du secteur privé et de la société civile pour appuyer les CISCOS en octobre 2003	
Enseignement Secondaire	9. Réforme de l'enseignement secondaire par :	9.1. Stratégie sur la réforme de l'enseignement secondaire présenté par le MINESEB en avril 2004.	
		Le MINESEB lancera les études en octobre 2003 et la stratégie sera publiée en avril 2004	
		9.2. Partenariat avec le secteur privé, communauté et collectivité locales développé progressivement à partir de d'août 2003	

Domaines	Actions	Indicateurs de performance - Période - Responsable	Risques/Hypothèses
Formation Technique et Professionnelle	Conduite de la réforme du système FTP	<p>10.1 <i>Rationalisation de la gestion et amélioration de la performance du système FTP.</i></p> <p>La DGFTP mettra en place un mécanisme d'information, de conseil et d'orientation des apprenants dès octobre 2003. Elle publiera les textes relatifs aux normes pédagogiques, de gestion de ressources et d'administration de la FTP dès septembre 2003. Des plans de développement des Etablissements et des contrats d'objectifs pour tous les premiers responsables d'établissement seront mis en place dès septembre 2003. La DGFTP effectuera un redéploiement du personnel suivi d'un plan de formation continue et initiale des Formateurs à partir du Septembre 2003. Un planning d'inspection, de suivi et d'évaluation sera établi dès octobre 2003.</p> <p>10.2 <i>Amélioration de la pertinence et de la qualité de la FTP face aux attentes du marché du travail (secteur moderne, traditionnel et artisanal) notamment par le développement du Partenariat avec le Secteur productif, les établissements de formation privés et toutes les parties concernées par la FTP (secteur économique, collectivités territoriales, public-cible)</i></p> <p>La DGFTP publiera les Cartes Intégrées de Formation à partir du mois d'avril 2004 ; des protocoles d'accord seront signés entre le MINESEB, le Secteur productif et les partenaires concernés par la FPT. Elle soutiendra les établissements de formation privés par la délivrance d'agrèments et par un appui pédagogique. La DGFTP mettra en place un système d'élaboration, d'actualisation et de normalisation des curricula de formation. La DGFTP établira un rapport sur l'insertion professionnelle des formés. La DGFTP développera des modes novateurs de formation.</p> <p>10.3 <i>Amélioration du rapport coût / efficacité de la FTP,</i></p> <p>La DGFTP mettra en place un mécanisme de co-financement de la FTP impliquant les formés et les partenaires dès avril 2004 ainsi qu'un système de subvention aux établissements de formation privés notamment à ceux qui décident de s'implanter dans les zones éloignées.</p>	<p>Inscription du budget correspondant aux activités dans la Loi des Finances 2004,</p> <p>Une charte de partenariat avec les différents acteurs (Secteur productif, établissements de formation privés ...) adoptée en Février 2004.</p>

Actions	Indicateurs de Performance – Période - Responsable	Risques - Hypothèses
<p>Lancer les réformes en vue d'un Enseignement Supérieur moderne et performante par</p> <p>1. la mise en place d'un système de contractualisation</p> <p>2. l'amélioration de l'efficacité interne et externe</p> <p>3. la diversification des sources de financement</p> <p>4. l'amélioration de l'équité et de l'accès à l'Enseignement Supérieur</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Officialisation du Plan Directeur de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (PDESRES) comportant stratégies et planification : Novembre 2003 - Approbation des Plans de Développement Institutionnel (PDI) des Institutions d'Enseignement Supérieur et de Recherche : Décembre 2003 - Etablissement de Contrats-programmes entre le MESRES et les Institutions rattachées ou sous-tutelle. Des guides-procédures explicites sur l'utilisation des ressources seront mis à disposition en Décembre 2003 	<p>Un programme de renouvellement du personnel enseignant est adopté et publié par le MESRES, en Décembre 2003</p> <p>Un Plan d'actions pour la rationalisation du personnel administratif est adopté et publié par le MESRES en Janvier 2004</p>
	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place, en Décembre 2003, des structures permettant : <ul style="list-style-type: none"> * d'identifier et d'anticiper les besoins du pays en ressources humaines : Observatoire pour le Développement National des Ressources Humaines (ODNRH) * de déterminer les formations et recherches pertinentes : Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (CNESR). - Publication des textes sur les modalités d'ouverture de filière et les Normes - Mise en place de structure pour l'étude systématique et périodique de l'insertion des diplômés au niveau de chaque Institution : Septembre 2004 - Amélioration de l'environnement des études , de la formation et de la recherche par : <ul style="list-style-type: none"> * le renforcement de l'encadrement (normalisation des ratios Enseignant/PAT, Enseignant/Etudiant, Etudiant/PAT), * la normalisation des programmes * la modernisation 	<p>Les Institutions n'adhèrent pas à une rationalisation et à la mise en place d'une nouvelle carte universitaire</p>
	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un système permettant aux Institutions de disposer de ressources propres (textes, statut) : Octobre 2003 - Participation des bénéficiaires au financement de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche - Développement du Partenariat Public-Privé. 	
	<ul style="list-style-type: none"> - Publication des textes sur le système d'aide aux étudiants suivant des critères bien ciblés (mérite, niveau socio-économique, filières prioritaires, ...) : Novembre 2003 - Diversification de la formation et rapprochement de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche des régions. - Restructuration et multiplication des Centres de formation à distance : Septembre 2004 	

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana – Fahafahana – Fandrosoana

**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

**ETAT D'AVANCEMENT DU PLAN D'ACTION
DE JUILLET 2003 à JUIN 2004**

Axes stratégiques	Objectifs	Actions prévues	Actions réalisées	Taux réalisés (%)
Pilotage du système	Renforcer la capacité institutionnelle du MENRS	Finalisation du Plan de développement institutionnel du MENRS central	<ul style="list-style-type: none"> • recrutement de 111 chefs CISCO sous des critères et tests réalisés et installation des nouveaux chefs CISCO • audit organisationnel à tous niveaux du ministère par un cabinet d'étude en cours • mise en réseau et élaboration en cours du schéma directeur du système d'informations 	100
		Recrutement d'un consultant international et des consultants nationaux pour la réorganisation du ministère central	. Consultant international recruté , consultants Nationaux en cours	50
		Finalisation de la matrice des réformes requis pour le CARP	1ère proposition disponible	50
		Estimation des besoins (physiques et financières) pour les 3 années du DSRP	Besoins en 2004 programmés	30
		Production de la stratégie pour l'Enseignement Secondaire et la Formation Technique et Professionnelle	Recrutement consultant en cours	
		Elaboration du Plan Directeur de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (PDESRES)	<ul style="list-style-type: none"> • Document présenté aux chercheurs lors du " Forum de la Recherche et du Développement" 	90
		Mise en place des procédures organisationnelles : PDESRS et Business Plan élaborés	Version préliminaire, 1 ^{er} draft disponible	50
		Lancement de processus d'élaboration du cadre stratégique pour l'ESUP et RS	Projet de document élaboré	50
		Mise en place de l'unité de passation de marchés et élaboration d'un plan d'actions pour le renforcement	Unité de passation mise en place au niveau DAF mais à renforcer	
		<ul style="list-style-type: none"> • Assises régionales et nationales sur l'éducation de base et l'enseignement secondaire 	Assises régionales et nationales sur l'éducation de base et l'enseignement secondaire tenues	100
		<ul style="list-style-type: none"> • Assises nationales pour l'aménagement des programmes de la FTP 	Assises nationales pour l'aménagement des programmes de la FTP tenues	100

		<ul style="list-style-type: none"> Diverses études, enquêtes, élaboration des documents de stratégie de réforme et de développement du secteur éducatif malgache 	Achévées (cf travail et rapports de M.M. Solaux, Diambomba, Lutchmeah, Blondeau, Equipe MINESEB-MESRES°	10
--	--	---	---	----

Axes stratégiques	Objectifs	Actions prévues	Actions réalisées	Tau réal c
Pilotage du système	Renforcer la capacité institutionnelle du MENRS	Equipements divers fournis aux ministères	Dotation de matériels roulants et de matériels informatiques pour les 2 Ministères	10
		Dotation de containers pour les 111CISCO	111 CISCO et 6 DIRESEB dotés de containers de stockage	10
		<ul style="list-style-type: none"> Formation et dotation en équipements des CISCO et des ZAP: - 111 PTD élaborés; - 1 voiture /CISCO. - 1 moto et 2 micro-ordinateurs/CISCO; - 20 CISCO dotées de BLU - 1600 bicyclettes et 1600 machines à écrire pour les Chefs ZAP 	<ul style="list-style-type: none"> Formation des CISCO sur l'élaboration de leur Plan Triennal de Développement • 111 PTD élaborés • 111 voitures livrées aux CISCO 	10
Améliorer le système d'information du MENRS	Informatisation de l'administration à tous les niveaux	Mise en place de 14 infrastructures de réseau INTRANET/EXTRANET d'institution Universitaires, et renforcement des équipements informatiques	Travaux de mise en réseau au niveau central démarrés	30
			<ul style="list-style-type: none"> 5 infrastructures pour Tanà • 2 pour Toamasina et 1 pour Antsiranana • 2 pour Fianar et 3 pour Mahajanga • 1 pour Toliary 	10
		Etude MLA 2 et CORNELL	1 ^{er} rapport disponible, enquête en cours	
Education pour Tous	Disposer d'un Plan EPT	<ul style="list-style-type: none"> Table ronde avec les partenaires financiers effectuée pour obtenir leur accord formel sur le contenu du plan stratégique de réforme et leur contribution dans sa mise en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> Validation de la requête EPT au niveau du groupe AMIS de Madagascar à Paris le 22 Octobre 2003 et Recommandation du groupe d'accorder pour Madagascar le fonds dans le cadre de l'Initiative FASTTRACK 	10
		<ul style="list-style-type: none"> Requête EPT envoyée au Secrétariat de l'IMOA – EPT 	<ul style="list-style-type: none"> Document envoyé au Secrétariat de l'IMOA-EPT la première semaine du mois d'octobre par le biais de la Banque Mondiale 	10
		<ul style="list-style-type: none"> Requête EPT discutée au niveau de la réunion du G8 	<ul style="list-style-type: none"> L'acquisition de Fast-Track est élargie à tout pays disposant d'un DSRP complet et d'un programme sectoriel mais conditionnée par la production d'un plan d'actions opérationnel crédible 	10

		<ul style="list-style-type: none">• Financement EPT intégré dans le budget 2004 y compris IPPTE	<ul style="list-style-type: none">• notification de l'enveloppe budgétaire 2004 par le MEFB• budget programme et budget de moyens élaborés et prêts pour transmission au MEFB date d'achèvement : 13 novembre 2003 (loi des finances promulguées)	10
--	--	---	---	----

Axes Stratégiques	Objectifs	Actions prévues	Actions réalisées	Taux de réalisation	
Education Pour Tous	Disposer d'un Plan EPT	Impression des affiches de vulgarisation du Plan d'actions opérationnel du Secteur de l'Education et de la Formation	20000 exemplaires en français et 20000 exemplaires en malgache: éditées, imprimées et diffusées	100%	
		Mis à jour du PAN/EPT et révision des indicateurs clés du secteur	Documents PAN/EPT actualisés	100%	
	Améliorer l'accès et disposer d'un enseignement de qualité	• Nouvelles salles de classes construites et salles de classes en mauvais état réhabilitées au niveau de 797 écoles primaires (2029 salles de classe)	565 EPP réalisées sur 797 (soit 1394 salles de classe sur 2029)		71%
		Construction et équipements de nouvelles salles de classe dans le cadre de FID EPT	• Démarrage de construction et équipements de: - 1200 salles de classe primaires		
		• 2 700 000 élèves du primaire dotés de kits scolaires	Tous les kits scolaires sont acheminés vers les CISCOs. Distribution achevée au niveau des écoles (2 656 900 kits distribués). Les kits parvenus sont insuffisants à cause du boom des effectifs dû à l'octroi de caisse école (398 535 kits supplémentaires livrés)		100%
		• 60 760 enseignants dotés de kits pédagogiques	Les kits pour enseignants sont excédentaires		100%
		• 17 320 EPP dotées de kits pour tableau noir	Kits pour tableau noir livrés dans les 17 320 EPP		100%
		• 19 181 écoles primaires et publiques dotées de caisse école	• Versement du fonds pour la prise en charge des droits d'inscription des élèves du public et privé par la Recette Générale du Trésor vers les comptes des DIRESEB achevé • Retrait des chèques trésor par les chefs CISCO à partir du 05 Novembre 2003 dans leurs DIRESEB respectives		100%
		• 8000 enseignants suppléants et FRAM pris en charge en partie par l'Etat	Paiement de 14 518 enseignants FRAM (augmentation du nombre d'enseignants FRAM)		100%
		• 1658 nouveaux enseignants recrutés	527 recrutés sur les 816 postes du remplacement numérique (55% des postes sont en visa au niveau Finance et CDE) 169 recrutés sur les 842 postes prévus du reliquat de l'IPTE		42%
		• 2 700 000 élèves du primaire public et privé dotés de manuels scolaires	• 9 657 400 manuels et 517 400 guides pour enseignants distribués • 17 500 dictionnaires Français-Français distribués		100%
		• 60 760 enseignants du privé et public formés sur l'utilisation des manuels scolaires	• Formation pour les classes de 8è et 7è réalisées à 100% • Formation pour les classes de 11è, 10è et 9è prévues au mois de Juillet 2004		64%
		• Finalisation des programmes de 7ème	Programmes de 7 ^{ème} disponibles		100%

Axes Stratégiques	Objectifs	Actions prévues	Actions réalisées	Taux de réalisation
Education Pour Tous	Améliorer l'accès et disposer d'un enseignement de qualité	Intégration de l'approche par les compétences (APC) au niveau de l'EF 1er cycle	<ul style="list-style-type: none"> • Pré-généralisation de programme en Cours Préparatoire Expérimentation lancée pour les Cours Élémentaires 	50%
		Construction de 110 logements pour enseignants avec photovoltaïque	Liste d'établissements définie	
		Construction / Réhabilitation de 20 bureaux logements des CISCO	Lancement de marché	
		Recrutement et formation de 2000 nouveaux enseignants de l'EF 1er	2000 enseignants recrutés, et formés dans 17 centres	100%
		Dotations de caisse école pour 16 300 Ecoles primaires publiques et de droit d'inscription pour 4500 écoles privées	Transfert de fonds en cours	
		Allègement des charges des parents d'élèves des Ecoles primaires privées dont écolage inférieur à 4 000 Fmg/ mois	Transfert de fonds en cours	
		Dotations de 1 200 000 kits scolaires pour les nouveaux inscrits en CP1 et 2 000 kits pédagogiques pour les nouveaux enseignants	Livraison le 02 Août 2004	
		Dotations de 1 041 700 manuels scolaires pour les élèves du primaire public et privé	Prévue pour septembre 2004	
Amélioration de l'enseignement post-primaire	Disposer d'un enseignement post-primaire de qualité	<ul style="list-style-type: none"> • Dotations en équipement informatique de 110 lycées publics 	110 équipements informatiques livrés	100%
		<ul style="list-style-type: none"> • Deux versements de caisse établissement pour 58 collèges et lycées 	<ul style="list-style-type: none"> • 2 versements pour 44 établissements • 1 versement pour 14 établissements 	76%
		<ul style="list-style-type: none"> • Dotations en livres de Mathématiques CIAM 3^{ème} et guides correspondants 	<ul style="list-style-type: none"> • 72500 manuels et • 2500 guides livrés aux DIRESEB 	100% 100%
		<ul style="list-style-type: none"> • Formation d'enseignants et Directeurs d'établissements privés 	<ul style="list-style-type: none"> • 1590 agents formés durant 21 sessions 	100%
		<ul style="list-style-type: none"> • Constructions 709 de salles de classes dans les établissements secondaires 	578 salles de classe construites dans 162 établissements	81,5%
		Construction et équipements de nouvelles salles de classe dans le cadre de FID EPT	<ul style="list-style-type: none"> • Démarrage de construction et équipements de: - 200 salles de classe pour les Collèges 	
		<ul style="list-style-type: none"> • Dotations en lot de mobilier scolaire 57 établissements 	57 établissements équipés en lots de mobiliers scolaire	100%
		<ul style="list-style-type: none"> • Réhabilitation de lycées et centres de formation professionnelle 	Dossiers techniques des travaux effectués réalisés: <ul style="list-style-type: none"> • 10 DAO lancés, semaine du 26/01/04 • 04 DAO lancés, semaine du 09/02/04 • 03 DAO lancés, semaine du 14/02/04 	100%
		<ul style="list-style-type: none"> • Formation de 150 instituteurs et professeurs de CEG par TIC 	<ul style="list-style-type: none"> • Formations réalisées à Toamasina et Mahajanga 	95%
		<ul style="list-style-type: none"> • Formation de 8 médiateurs de communication 	<ul style="list-style-type: none"> • Formations réalisées 	95%
Axes Stratégiques	Objectifs	Actions prévues	Actions réalisées	Taux de

				réalisation
Amélioration de l'enseignement post-primaire	Disposer d'un enseignement post-primaire de qualité	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'une Formation Doctorale en TIC fonctionnant suivant le modèle Recherche/Formation/ Production 	<ul style="list-style-type: none"> Programmes de formation fixés lors de la mission à l'Université Paul Sabatier de Toulouse 	85%
		<ul style="list-style-type: none"> Formation de 20 Administrateurs de réseaux et de Base de Données 	<ul style="list-style-type: none"> Formations réalisées 	100%
		<ul style="list-style-type: none"> Mise en place de 5 infrastructures de formation et de recherche 	5 infrastructures mises en place: <ul style="list-style-type: none"> Fianarantsoa : DEA Informatique Tanà : Physique de l'atmosphère Mahajanga (Miadana), Ambatondrazaka (CALA): Vohijoro secteur Agronomie; Nosy be (CNRO): Vohijoro : aquaculture 	90%
		Mise en place du système LMD au niveau des Universités (1 cellule LMD/Université)	<ul style="list-style-type: none"> En cours 	
		<ul style="list-style-type: none"> Mise en place de 6 unités de logement pour hébergement de 180 étudiants 	Logements pour étudiants: <ul style="list-style-type: none"> Tanà : 3 unités pour 72 étudiants Miadana: 2 unités de logements pour 30 étudiants CALA: 2 unités de logements pour 36 étudiants CNRO : 5 logements pour 44 étudiants 	100%
		Réhabilitation de 6 cités universitaires	Préparation du dossier technique en cours	
Recherche et Développement	Vulgariser les recherches au profit du développement	<ul style="list-style-type: none"> Production de 25000 plants d'acacia arborescents dans le Moyen ouest 	<ul style="list-style-type: none"> 25000 plants de 2 espèces d'acacia disponibles à la station de Kianjasoa 	100%
		<ul style="list-style-type: none"> Production de 2 800 000 doses de vaccins vétérinaires 	<ul style="list-style-type: none"> Production de 1 848 140 dose en fonction des demandes provenant des utilisateurs 	66%
		<ul style="list-style-type: none"> 60% des communes rurales couverts par de réseaux de CVP/TMV dans le faritany d'Antananarivo pour réduire le taux de mortalité aviaire de 80% à 5% 	<ul style="list-style-type: none"> 80% des objectifs sont couverts par le réseau 	80%
		<ul style="list-style-type: none"> 70% du cheptel bovin des membres de l'AEBA Antsalova sont vaccinés pour réduire le taux de prévalence es clostridioses de 40% à 70% chez les troupeaux sentinelles vaccinés 	<ul style="list-style-type: none"> 500 têtes de bovins vaccinés constituent les troupeaux sentinelles dans la région d'Antsalova 	100%

Axes Stratégiques	Objectifs	Actions prévues	Actions réalisées	Taux de réalisation
Recherche et Développement	Vulgariser les recherches au profit du développement	<ul style="list-style-type: none"> • Production de 3 tonnes de semences de variétés rizicoles améliorées permettant d'atteindre le rendement de 6 tonnes par ha 	<ul style="list-style-type: none"> • Activités réalisées 	85%
		<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place de 10 activités productives durables (culture de rente, élevage et riziculture...) par 100 jeunes de la région de Beforona sous l'encadrement d'enseignants chercheurs de l'ESSA et de 10 élèves ingénieurs. 	<ul style="list-style-type: none"> • Recrutement de 100 jeunes • Mise en place des 2 premières parcelles de démonstration 	60%
		<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place de laboratoire pour le traitement de 100 ha par dose de 1,5x10¹³ de biopesticides 	Laboratoire mise en place	100%
		<p>Mise à disposition de semences de pré-bases et de base pour les centres multiplicateurs de semences ou groupement de producteurs:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lac Alaotra : - Riz irrigués 3 tonne (Makalioka 34) - Maïs 1 tonne (Volaso, Bakoly, IRAT 200) • Antsirabe : - Haricots : 100kg (Mahavatsy, Marohavana) • Moyen Ouest : Riz irrigué 3 tonnes (Mailaka) 	Les semences de haricot et de maïs ont été mises à disposition des centres multiplicateurs de semences au mois d'août 2003	100%